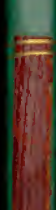


VOGELT-TRAITÉS DE NOUVEAUX







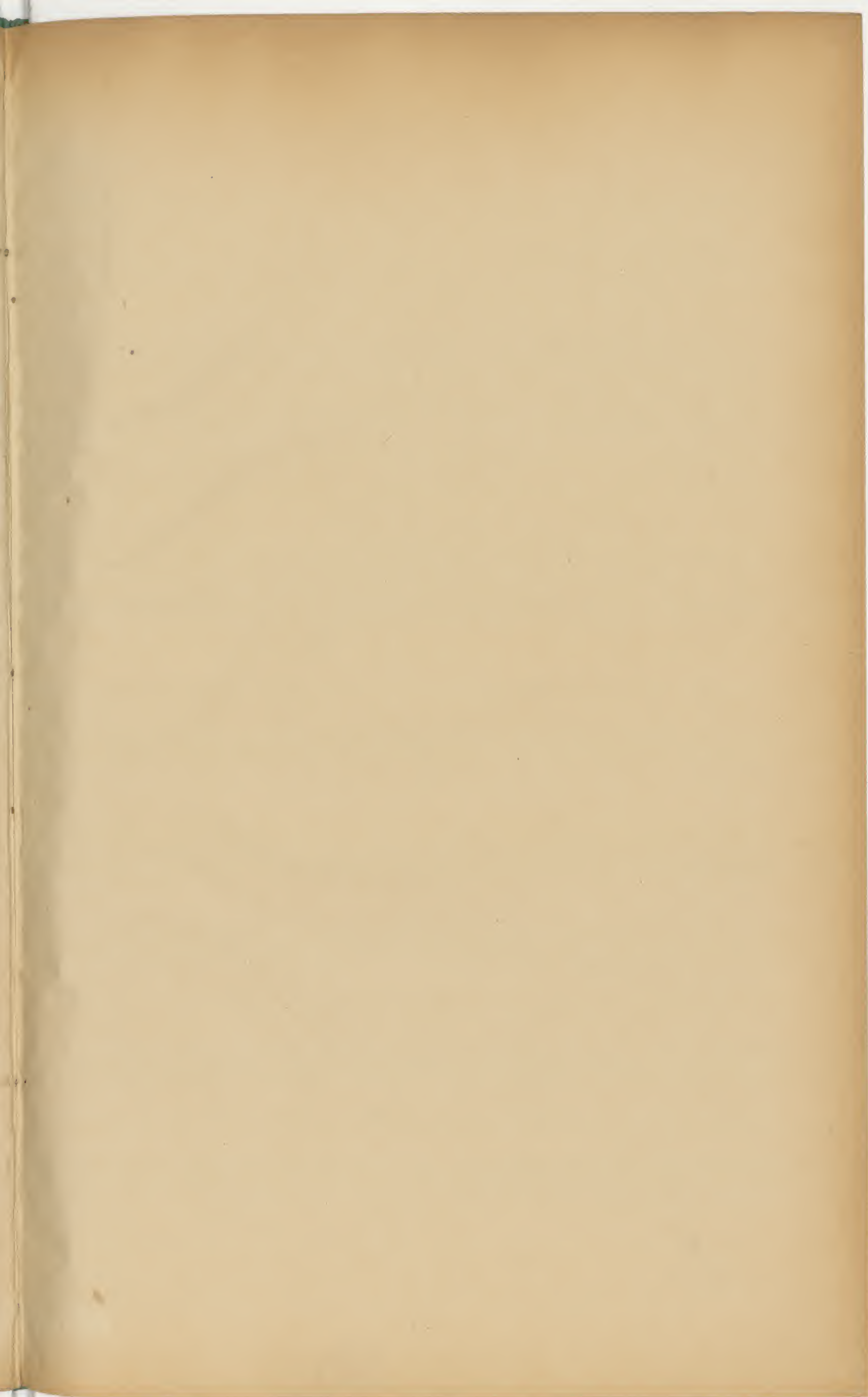
La Roq.  
1583



3,627

So. La. Reg. 15-83.











Sur quel point  
L'acte d'union pour les anciens Rois de Danemarck & l'union  
avec le Danemarck & avec les princes étrangers soit  
des unions valables pour la Norvège

(par J. H. Vogt)

La séparation du Royaume de Norvège du Danemarck & l'union  
avec la Suède me donne occasion à faire quelques réflexions  
sur la position juridique de la Norvège, en autant  
qu'elle est que l'on doit la considérer comme formée par  
des traités plus anciens que ces événements.

Je mets en avant la thèse que la Norvège par la séparation  
de l'un & l'autre avec l'autre des royaumes, n'est  
considérée ni ne pouvait l'être, comme si elle avait été  
jusqu'à présent un membre ou une province du Danemarck.  
Je suppose qu'elle n'est pas actuellement incorporée dans  
la Suède, ou qu'elle n'en fait pas partie, mais que la  
Norvège est une à la Suède sous un Roi. Malgré  
je m'attache principalement aux événements les plus récents,  
je crois cependant devoir parler des plus anciens. d'après  
lesquels la position de la Norvège avec le Danemarck  
en son temps a été jugée. L'acte d'Almar de  
1397 " Sur lequel l'union entre la Norvège & le  
Danemarck sous un Roi fut fondée, ne donna à aucun  
des Royaumes de prérogative sur l'autre. Le Roi Christian  
3 donna bien (ind Haandfæstningen)

1536 au conseil royal en Danemarck la proposition  
que quand il aurait la Norvège sous sa domination  
elle resterait en suite sous la couronne du Danemarck  
jusqu'en l'éternité, comme un des autres pays.

Le Jylland, Fyen, le Sjælland ou Skaane & ne  
devrait plus en ne conserver plus le nom de  
royaume franc elle même, mais un membre  
au royaume de Danemarck <sup>(x7)</sup>

Chronique du royaume de Danemarck. Tome IV en  
folio pag 611 par Hvitfeldt

x7) Histoire de Christian 3. tome 2 pag 46 par

Krag.





mais il est connu à tout le monde que la Norvège<sup>3</sup> demeura  
un royaume séparé du pape<sup>xxx</sup> Par jure de l'état  
politique des royaumes à côté l'un de l'autre  
Depuis le moment que les rois eurent la  
souveraineté, on prouve qu'on n'en a qu'à voir  
les actes qui font le fondement de ce  
gouvernement. & si trouve alors, que le droit  
de succession ~~de la cour~~ abs & les actes de  
souveraineté absolus du temps de Frédéric 3  
furent différemment conçus pour le Danemark  
que pour la Norvège, qui fut ainsi considéré  
par le Roi souverain, tout à l'acceptation  
de ces actes, qu'il fut reconnu par lui  
royale qu'ils étoient deux royaumes  
différents & de même que le pape le  
Roi Frédéric 4 dans l'ordonnance  
du 4 Septembre 1709 ~~statute pour~~  
~~recevoir~~ concernant l'impression & la publication  
de la loi royale. & affirmant que ces actes  
de gouvernement conviennent et sont  
aussi bien de la part de la Norvège que du  
Danemark pour conclure un grand ouvrage.

<sup>xxx</sup>  
Par les écrits de la société des sciences de Copenhague on  
lit la preuve de Høpfeld Ancher dans le 20<sup>ème</sup> volume  
que la Norvège (ou Haandfæstningen) à la naissance de 1556  
n'était pas une province du Danemark. Id. Guldsmidt  
# 4<sup>ème</sup> volume de la bibliothèque historique juridique & littéraire) a jugé avec  
moi de même le conseil royal de Danemark,  
quand on y délibérait sévèrement relativement aux Norvégiens  
comme dit Høpfeld, mais si les conseillers danois  
se comportèrent bien à cette occasion on a rien  
à faire à l'affaire qui se traite ici. Si la  
voix de la Norvège fut même entendue



Lorsque la frontière entre deux royaumes qui déterminent ~~quelques provinces de l'un à l'autre des royaumes~~ qui en regne l'un des royaumes cède à l'autre quelques provinces qui s'incorporent dans l'autre, comme quand le Danemark par le traité de 1660. cède la Scanie, le Halland & Blekinge à la Suède, ou quand la Norvège à la suite de Brinsleben cède à la Suède le Jämtland, ~~Hygie~~ Herjedalen & le pastorat de Sæm, alors de telles provinces, forment comme telles quand elles appartiennent à un royaume qui les décide par la forme du Royaume, dans lequel elles seront incorporées par la suite & seront soumises au loi politiques & la forme du gouvernement de ce royaume. Mais la séparation de la Norvège ~~incorpore de cette manière~~ & du Danemark & l'un avec la Suède ne sont pas de cette nature, de quelque manière que soit qu'on considère les événements en 1814. Le Roi Frederik 6. dégagea tous les habitants de la Norvège le 18 janvier 1814 de leur serment de fidélité qu'ils lui avaient jura jure & les invita de passer au nouveau gouvernement. Le peuple norvégien se vit par cela dans un état libre & indépendant, choisit lui-même la forme de gouvernement & décida ses lois après que le royaume de Norvège serait un royaume libre & indépendant, uni à la Suède sous un Roi, (Loi fondamentale du 4 août 1814 § 1) gouverné par sa propre loi fondamentale & en vertu de cette résolution, l'autorité de laquelle dont l'authenticité fut reconnue par le Roi & en outre acceptée par les états de Suède (Réglement du 6 août 1815 § 1. la Norvège est unie à la Suède.

dans les affaires communes que celle du Danemark, on ne pouvait cependant prétendre, que pour autant que ceci eut lieu après 1814, que la <sup>(cette)</sup> ~~caricature~~ en était la cause. Quand on voit que le Roi souscrit cet article dans la ligne doit sans doute être considéré du même point de vue (cette) que de pareilles mesures politiques tant dans les anciens temps que plus récemment. Pour empêcher un abus grand & petit, on se voit à tour à tour de menaces & d'invitations & de promesses & quand les uns sont obtenus alors les circonstances ont en partie changé & en partie se trouvent en difficultés quand les promesses <sup>qui</sup> sont données à un, doivent être accomplies aux dépens d'un troisième ou à des droits. \* Archive norvégienne. N° 1. 1814. La loi royale § 19



Si la Norvège & le Danemark sous l'union ont été  
deux royaumes, il s'ensuit, que les traités que  
les <sup>Rois</sup> royaumes de la Norvège & de Danemark sous cette  
union ~~ont~~ contractés, l'ont été par eux tant  
comme Rois de Norvège que comme Rois de Danemark  
ou que dans la première qualité ils ont traité pour  
le royaume de Norvège & dans la seconde ~~comme~~  
pour le royaume de Danemark, de manière  
que ces traités engagent ou autorisent chacun des  
royaumes, de même que si un traité ou quelques  
points / articles particuliers d'un traité a été contracté  
pour l'un des royaumes, ~~alors~~ il engage ou  
autorise seulement celui des royaumes pour  
lequel il a été contracté. En sorte que  
l'union cesse d'exister & les royaumes  
reconnaissent des Rois particuliers, ceci ne peut  
les (royaumes) priver des traités de leur force  
obligatoire & il ne peut être question, <sup>si</sup> des traités  
sous l'union ~~de l'union~~ d'ailleurs du quel l'un des  
royaumes après la séparation donnerait, est  
contracté pour ce royaume seul ou pour les  
deux ensemble, # & la circonstance que l'autre

II. ~~Le bon letraste~~  
 n'est pas moins dans  
 le dernier qu'en dans  
 le second cas  
 contracté par les  
 Rois, avec qui  
 présente le dante



3  
l'autre royaume pour le même traité ne impose des  
engagements ou après des droits ~~deus deus~~ deus être  
hors de toute influence sur le rapport de 2 rois sans  
la 3<sup>me</sup> puissance qui est établi par le traité par  
le premier royaume. Le changement de ~~monarque~~  
ou mais en royauté ne peut annuler les droits  
du Royaume qui ont été acquis par des traités, ou  
abolis des engagements qui par eux en ont été  
contractés, car il faut bien comprendre que les  
traités que les ~~monarques~~ rois contractent relativement  
aux rapports intérieurs des Royaumes, ne sont d'après  
leur nature limités (bornés) à <sup>seulement</sup> valoir pendant le  
règne du ~~monarque~~ pendant lequel ils ont été contractés,  
mais qu'ils sont établis pour les nations, de sorte que  
les ~~monarques~~ monarques ne ~~sont pas~~ <sup>ont</sup> engagés ~~ou~~  
~~sont pour le droit~~ n'ont d'engagements ou de droits  
seulement <sup>sans que jamais</sup> envers les alliances contractées ~~par eux~~ et  
vis-à-vis les nations dans-ils ont les regents &  
pour régner le vendignent leurs droits & pour elles  
accomplissent leurs engagements. Même quand  
des alliances contractées se semblent concerner les  
monarques ou Dynasties personnellement,  
c'est principalement les nations qu'elles concernent,  
car c'est après d'habitude qui engagent les  
nations, fixent proprement des leur rapports  
de droits aux monarques qui elles se donnent  
elles mêmes par la déclaration pour leurs  
pleins pouvoirs légal & les droits qui une alliance  
entraîne pour les monarques ou pour les dynasties  
personnellement se fondent néanmoins  
sur les justes titres pour lesquels l'alliance a été  
contractée par le peuple. J'ai avancé ceci  
pour montrer que les traités antérieurs ne  
nonvrent. après d'être valables pour la nation.  
Parce que le royaume n'est pas resté sur



l'ancien dynastie, disant que je doute que si le  
un état par la Norvège, mais le Danemark  
qui a été cédé & de cette manière la Norvège  
était resté sous l'ancien dynastie, on  
aurait prétendu que les traités avaient cessé  
et engager le Danemark, mais valant <sup>après</sup> seulement pour la Norvège.

Si suivant les raisons que j'ai données, les traités  
qui pendant l'union de la Norvège avec le Danemark  
<sup>avaient</sup> été conclus par les Rois communs pour  
la Norvège seraient-ils dorénavant valables  
pour le royaume & malgré qu'il s'agit d'union  
cette distinction que le royaume est des  
Rois qui n'étaient pas ceux du Danemark.  
Je pose de nouveau la question, si  
en cas on peut faire de changements, quant  
l'un des royaumes précédemment unis, après  
~~être séparés~~ qu'ils sont séparés, d'unir  
au troisième, demandant que ces deux  
royaumes également indépendants ensemble  
sont gouvernés par un Roi, ce qui est le  
cas avec le royaume de Norvège, qui  
après être séparé du Danemark, est  
un état libre.

Si on considère de nouveau la nature des  
contrats, il semblerait que le choix d'un  
Roi ou de Cyprien qui également gouverne  
un autre peuple ne peut abolir les  
anciens traités, car les engagements  
ne peuvent être abolis par la transaction  
d'un parti d'iceux qui est engagé & les  
droits ne peuvent être perdus que par une  
renonciation ou action expresse de celui



qui ont le droit, qui le mettent dans une position  
que l'exercice des droits ne peut consister.

Dans le dernier cas quelques uns ont cru que les traités  
que les Rois de Norvège & de Danemark pouvaient  
légalement conclure ont été conclus, serment  
pour ce qui concerne la Norvège, et considérés comme n'étant  
plus en vigueur quand elle fut unie à la Suède selon les rapports  
de la Norvège conformes aux traités avec les puissances étrangères  
dès le moment. Serment considéré comme finis par  
les alliances que le Roi de Suède avait contractées avant  
l'union de la Norvège à la Suède, mais en considérant  
que le royaume de Norvège n'est pas incorporé avec la  
Suède, mais qu'elle est seulement unie à ce royaume  
& que le but de cette union n'a pas été qu'ils seraient  
gouvernés sous un gouvernement fondamental ou  
que la Norvège en particulier accéderait à la forme de  
gouvernement de la Suède - ce qui n'a pas eu lieu  
non plus - alors il me semble que cette prétention  
n'est pas fondée. Surant requie précède je  
me borne au contraire porté à prendre pour règle.

"Que les droits & les engagements de la Norvège  
devront par la suite être jugés d'après les traités que  
les Rois de Norvège ont conclus avec les  
puissances étrangères pendant que la Norvège  
était unie au Danemark sous un Roi, pour  
autant que les droits & engagements ne sont pas  
changés ou finis par des traités que les Rois  
de Norvège & de Suède ont conclus  
postérieurement."

Si je prétendais que la Suède après être  
unie avec la Norvège, devait conserver  
des rapports conformes aux traités finis  
portés alliances que les Rois de Norvège  
avant l'union avaient conclus avec les  
puissances étrangères, on aurait alors  
sans doute sujet à rejeter ma prétention que  
je n'ai pas non plus l'intention d'émettre.



Mon opinion est seulement que je pourrais  
par la même raison émettre une telle prétention  
que comme si quelqu'un croyait, que  
la Norvège après être unie à la Suède, doit  
considérer ses rapports conformes aux traités  
fixés par les alliances, qui ont été conclus  
avant l'union par les anciens Rois de Suède.  
La prétention est également non fondée des  
deux côtés. L'union avec les deux royaumes  
qui ne peut être considérée comme une suite  
de conquête ou de soumission par un  
accord libre. Que le premier Roi commun  
gouvernait dans l'un des royaumes avant  
qu'il eut le gouvernement de l'autre était donc  
accidentel & ne peut donner à l'un des  
Royaumes d'ascendant sur l'autre  
ou abolir cette égalité dans les droits sur  
la quelle l'union se fonde. On dit  
que deux royaumes unis sans un Roi  
ne forment un état, que les parties de cet état  
ont des rapports différents avec les traités  
avec les puissances étrangères, l'un pourvu  
les rapports avec une puissance étrangère  
sans que ceux de l'autre soient  
de contradictoire, peuvent être différents  
selon les différents traités des traités.  
Pour la Norvège & la Suède, malgré  
qu'ils soient unis sous un Roi ou en la  
reconnaissance, qu'un traité conclu pour  
la Norvège par l'un de ses anciens  
Rois sur la mission d'agir  
dans un certain cas, donne un autre



résultats que le traité conclu avec la même puissance  
~~par le Suédois~~ par le Suédois pour l'un de ses anciens  
Rois ne peut nullement donner lieu à l'expression  
qu'on doit porter suite <sup>sur</sup> le traité conclu  
par le Suédois, quand il s'agit de la Norvège ou  
de Suède le traité conclu par la Norvège quand  
il s'agit de la Suède.

Les rapports suivant les traités représentent uniquement ceux  
de l'union de l'alliance conclue quand le fait est formel  
qu'il y a des traités <sup>entre</sup> dans quelques points disposant  
différemment pour les différentes parties de l'état  
il est alors formel que les parties ~~sont véritablement~~  
ont ~~des~~ véritablement des rapports différents suivant  
les traités. La liberté de transiger de cette manière  
appartient donc au régent ~~pourvu~~ qu'il ne soit pas privé  
des moyens de veiller les intérêts de ses sujets. Malgré  
que les rapports avec les puissances étrangères ne peuvent  
être jugés par des lois particulières qui fixent les  
rapports entre les sujets mutuellement non plus  
entièrement et après les lois fondamentales de l'état  
qui fixent les rapports entre le monarque & le peuple  
on ne peut cependant pas nier que l'activité du régent  
en limite par l'engagement de faire respecter ces  
lois & qu'un quel ne puisse avec des puissances  
étrangères prendre des décisions qui pourraient  
en dissonance avec les lois. Par cette raison

~~une législation différente & un ou tout particulier~~  
Dans deux royaumes unis une législation différente &  
même un intérêt particulier que les parties d'un état  
peuvent avoir, à cause de sa situation géographique  
& le manque ou l'abondance de certains produits et  
peuvent causer que le régent commun conseille  
différemment par des traités pour chacun de ces royaumes  
& même pour quelques parties de un royaume.  
On peut présenter différents exemples de ces  
dispositions parmi lesquels je me refererai à  
un seul, savoir à ~~la~~ <sup>propre</sup> partie le Roi de Norvège & de  
Suède de l'une & l'empereur de Russie de l'autre  
par le <sup>20</sup> <sup>Septembre</sup> ~~29~~ ~~octobre~~ qui dans plusieurs cas



disposé différemment pour la Suède & la Suède  
malgré que les rois aient un roi commun &  
qui tentent des dispositions pour la Suède qui  
ne sont pas valables (en rigueur) pour les autres parties  
~~de l'empire~~ de l'empire russe. Les empereurs n'ont  
pas pu être de premier que l'état, un digne de la  
Norvège doit être jugé d'après les traités conclus  
par ses anciens Rois, qui gouvernaient également le  
Danemark, pour autant qu'ils ne sont pas changés  
par les alliances conclues postérieurement par le Roi de  
Norvège, que après lequel le royaume a été uni  
à la Suède - car cela est sans doute déjà prouvé  
parce qu'il n'y a pas de doute, mais pour combattre la  
prétention contraire selon moi que la Norvège  
& la Suède n'ont aucun rapport différent  
selon les traités, parce que cela serait injustement  
imposé, après qu'ils ont été unis sous un même  
gouvernement, car comme je crois devoir être  
d'avoir que des rapports différents selon  
les traités primitifs établis pour des royaumes  
unis après qu'ils ont déjà été unis, je ne vois  
pas pourquoi, les rapports différents  
faits avant leur union ne pourraient exister  
& jusqu'à ce point l'union pourrait les  
abolir.

Comme il est de coutume quand la paix se fait,  
expressément de faire connaître, que les traités  
qui avaient existé existaient entre les  
parties en guerre avant l'interception  
de la guerre, se renouvellent sans renouvellement  
on croirait par cela même le droit de se  
conclure, que sans un pareil renouvellement  
les traités seraient plus obligatoires  
pour la Suède & pour la Norvège



étais en guerre avec plusieurs états d'Europe &  
un moment des a séparation du Danemark, lorsque  
cette guerre a été par un allié qui renouvelle  
expressément les anciens traités, on croirait donc que  
ces traités ~~font~~ en même temps de valables pour  
déterminer la position juridique de la Norvège  
pour l'avenir; Si même on fut juste - ce que  
je ne puis pas croire - il ne s'ensuivrait pas que  
les rapports conformément aux traités de la Norvège en  
général, mais seulement les rapports avec les états  
contre lesquels elle faisait la guerre, et l'on aurait  
pu être surpris d'après les alliances qui ont été  
conclus avec les anciens Rois, & même si les  
alliances antérieurement conclus avec les états pour  
les Rois de Norvège ne seraient plus en vigueur,  
parce que le renouvellement manquerait, et ne serait  
pas après avoir décidé que les alliances contractées  
antérieurement avec les états par les Rois de Suède  
seraient postérieurement valables pour la Norvège.  
Lorsque la guerre s'éclate entre deux états sur une  
une manière d'envisager l'affaire, on d'après les  
principes posés au cas des droits en général  
les rapports qui existent entre eux, d'après les  
alliances conclues ne cessent pas pour cela d'exister,  
mais sur une la règle, la guerre entraîne  
seulement, que ces alliances sont inactives  
aussi long-temps que la guerre continue, de  
manière qu'elles reprennent leur activité quand  
la guerre cesse.

Il y a des traités qui sur une le caractère individuel  
sont de nature qui est contraire à ce que disent les ages  
et. Quelques ne sont actifs que alors que les  
parties contractantes se trouvent en la état  
d'hostilité, parce qu'ils concernent la raison  
de guerre, quand par exemple, ils intendent



qu'en cas de guerre, le droit de propriété particulier  
ne peut être en certains cas être molesté, ou  
qu'un terrain désigné sera considéré comme neutre  
D'autres sont dans le même degré actifs en  
temps de guerre qu'en temps de paix, par exemple  
les traités qui terminent les frontières, car  
le droit territorial est respecté même pendant  
l'invasion de l'ennemi & un terrain étranger  
n'est pas celui par lequel on s'en est emparé.

---

C'est pourquoi il n'est pas plus nécessaire  
en faisant la paix d'avoir les principes fondamentaux  
du droit des peuples de stipuler expressément  
que ces alliances sont renouvelées.

Si on ne présente la société des Etats sous la forme d'une  
guerre éternelle, qui est interrompue par la suspension  
d'armes, il est naturel de supposer que les Etats qui  
contractent des traités & qui pour déterminer leurs droits  
reciproques, considèrent la suspension d'armes pour tout  
« fait comme hypothèse » & ne prescrivent rien que la  
période de la suspension d'armes dans ils jouissent pour le  
moment, Mais les Etats ne peuvent ~~en~~ pas considérer  
leur société ainsi. Originairement ils vivent ensemble  
en paix. Qu'ils n'ont pas le droit d'interrompre pour en  
tirer des avantages, mais seulement pour révoquer leurs  
droits. Des hommes d'état subtils ont bien au nom des  
Nations, dont ils ont été les gouverneurs, osé traiter  
les autres Nations ou par violence & les ont attaquées.

---

qu'en cas de guerre le droit de propriété particulier  
ne peut en de certains cas être molesté, ou qu'un terrain  
désigné sera considéré comme neutre. D'autres sont  
dans le même degré actifs en guerre & en paix, par exemple  
les traités qui fixent les frontières, car le droit territorial  
est même respecté pendant l'invasion de l'ennemi, &  
un terrain étranger n'est pas celui par lequel on s'en  
est emparé.



Sanctimonie au sein injustement que des fanatiques & des  
Barbares, mais ~~l'usage~~ <sup>l'usage</sup> d'un qu'ils ont employé pour  
présenter leur affaire (cause) comme équitable, donne  
un témoignage contre eux. Les traités sont ont régulièrement  
leur pour une suspension d'armes, qui par sa nature est  
de durée, comme les parties contractantes ne peuvent s'attendre  
à une violation de paix, si non que l'un d'eux a violé  
les droits de l'autre & ils se représentent, <sup>composés</sup> supposer mutuellement  
dans leur actions, qu'ils donneraient l'autre à l'autre  
occasion à une guerre ou qu'ils attaquent sans avoir  
une juste cause. Si malgré cela la guerre éclate  
entre les puissances qui ont contracté, alors ils  
donnent à leur état la guerre & parce que les traités  
ne sont calculés pour une suspension d'armes, en  
général dans leurs rapports réciproques se considèrent  
comme non liés par les traités qu'ils ont contractés.  
Mais la guerre elle-même est seulement le moyen  
de regagner la paix, & quand on demande  
pendant combien de temps les états qui sont en guerre  
de cette manière ils ne sont pas liés, on sait alors  
que la guerre ne peut aller plus loin qu'à la source  
d'où l'on suppose enfin que les traités ne sont plus  
en activité à cause de la guerre & pendant la guerre  
parce qu'ils sont calculés pour la paix, il semble  
alors en conséquence que l'inactivité des traités comme  
une suite de la guerre, dure aussi long temps que  
cette dernière. Les traités sont donc actifs & de  
nouveau obligatoires du moment que la paix  
a eu lieu, & les puissances qui étaient en guerre  
ont de nouveau pris leur position ordinaire, comme  
une condition d'après laquelle leurs rapports  
réciproques suivant les traités seront considérés  
non instruments de paix qui ne <sup>ni</sup> renouvellent  
expressément les anciens traités, ni se contiennent  
la clause qu'ils seront valables, ne peut suivant  
les principes ~~fondamentaux~~ <sup>fondamentaux</sup> ordonnés être  
liés ~~liés~~ <sup>liés</sup> ~~par~~ <sup>par</sup> pour prouver qu'ils anciens  
traités



conservant leurs ténueurs sans réquies, mais seulement  
en comprenant les anciens traités avec les plus récents,  
en leur interprétation, en trouvant jusqu'à quel  
point les anciens traités ont été changés par le  
nouveau. La cause de l'ordonnance de la clause  
dans les traités de paix " que les anciens  
traités sont dorénavant valables pour autant,  
qu'ils ne sont contraires aux dispositions du présent  
traité " les publicistes sont, d'accord, qu'  
d'après le droit des peuples ordinaires, les promesses  
que les parties contractantes, considèrent non  
seulement les anciens traités, <sup>seulement</sup> mais  
à l'expiration de la guerre comme suspendus, mais  
abolis pour l'avenir, lorsque cette clause n'est point  
exprimée dans l'instrument de paix. Si on ferait donc la  
considération que suivant le droit des peuples ordinaires, les  
anciens sont toujours annulés après une conclusion de  
grande paix, lorsqu'ils ne sont pas expressément renouvellés  
par un nouveau traité, cette conclusion tendrait donc  
évidemment plus que la promesse, car la coutume est que  
on refuse, en que l'instrument de paix renferme cette clause,  
à quand la clause manque, il est certain que les  
parties contractantes n'ont voulu recourir aux anciens  
traités pour l'avenir. Le fait sur lequel cette  
preuve se repose, est donc, que la clause est supprimée,  
mais une telle suppression ne peut naturellement point  
avoir lieu aussitôt que l'instrument de paix a été  
fait. La thèse sur laquelle les publicistes sont  
d'accord, sera donc, " après que la paix a été  
faite, les anciens traités <sup>sont donc supprimés</sup> sont pour l'avenir  
considérés comme abolis par son consentement  
commun, quand elle est faite sans traité de paix  
dans lequel cette clause manque



Qu'en conséquence si la paix a été faite sans qu'on l'ait  
depuis ou en lieu entre elles, alors les principes anciens  
relatifs aux principes en discussion, de cette manière  
après lequel les états sont tombés d'accord d'avoir  
en supprimant cette clause dans un traité de paix  
en faisant connaître leur volonté commune, que  
les anciens traités seraient dissous & pour servir  
pour un tel cas, dans le quel le Danemark par suite  
de sa séparation du Danemark & l'union avec la  
Suède de bonne part, aux principes fondamentaux  
ordinaires qui sont pris en la dessus, contractant  
à regagner la paix avec les puissances avec les  
quelles elle était en guerre, non par des traités  
de paix que le royaume a contracté avec ses  
ennemis, & qui contiennent cette clause ou dans  
les quels elle est supprimée, mais par ce que  
les événements se sont développés & que le royaume  
de Danemark séparé du royaume auquel il  
avait uni jusqu'à alors & uni à un autre  
royaume, avec lequel il existait une  
paix en guerre, s'est mis dans la position  
politique que les puissances, en faisant  
la guerre devenus & par lequel l'existence  
de continuer la guerre a cessé d'elle-même.

Parmi les principes du droit des gens Mr le conseiller privé  
Schmalz & ont déclaré pour l'opinion, que les anciens  
traités, suivant les principes fondamentaux ordinaires, cessent  
de dépendre entièrement par la guerre & que après le  
rétablissement de la paix ils ne sont pas renouvelés ou  
selon ce sens, mais que le renouvellement doit se faire  
par une convention expresse & que les états européens parqu'ils  
en ont reconnu la justice, le considèrent nécessaire, dans  
les traités de paix de faire expressément jusqu'à quel point

\* Das europäische Völkerrecht in acht Büchern  
Berlin 1817. Pag 267. Pendant la guerre les rapports  
des puissances fondés sur d'anciennes conventions sont rompus,



les anciens doivent être en vigueur, mais je dois  
avouer que les raisons que l'écritain renvoie  
à émettre pour son opinion, ne m'ont pas convaincu  
qu'elles ~~auraient~~ <sup>pourraient</sup> peut être pu suffire, si elles n'avaient  
pas été développées avec plus de détails, qu'on  
pourrait s'attendre dans un ouvrage d'une  
si grande étendue. Par la guerre - dit Schmalz -  
les rapports de droit <sup>entre</sup> ~~entre~~ <sup>entre</sup> les puissances  
suivant les anciens traités étaient rompus, par la  
guerre était une <sup>état</sup> ~~état~~ <sup>position</sup> pour laquelle  
on ne reconnaissait pas les droits de son  
adversaire, mais quand il agissait, qu'en cela il  
avait les motifs qu'on ne peut pas les  
anciens traités ne pourraient ~~seulement~~ <sup>seulement</sup>  
être considérés comme renouvelés, ~~car~~ <sup>car</sup> il n'y a  
pas <sup>donc</sup> beaucoup d'ajustement pour cette thèse. Malgré  
que d'après ce qui précède je ne suis pas convaincu que  
les puissances considèrent involontairement la  
suppression (omission) de cette clause dans un traité de  
paix comme preuve que les anciens traités sont abolis  
pour toujours, on doit cependant reconnaître l'utilité  
du système d'après lequel elles consentent à cette  
omission en tel effet, comme le but d'un traité de paix  
serait de donner des décisions ~~sur~~ <sup>sur</sup> certains  
points, qui pendant la guerre ont été subjugés,  
mais les points de la discussion même pendant la guerre  
sont souvent d'autres que ceux qui originairement  
concernaient la guerre, ou de nouveaux points  
même pendant l'état de paix où on ne reconnaît  
le droit de l'adversaire. D'où il résulte naturellement  
qu'en temps de paix, les anciennes conventions ne  
peuvent ~~seulement~~ <sup>seulement</sup> être considérées comme  
renouvelées, ainsi il résulte il souvent du préjudice  
de fausses interprétations lorsque l'après de la nouvelle  
paix ~~sont~~ <sup>sont</sup> interprétés d'après les anciennes conventions.



de discussion silencieuse & d'autres aspects, & comme les  
puissances par la conclusion de paix pourrions trouver que les  
rapports anciens ont été changés de manière à que les  
dispositions des anciens traités ne sont plus convenables,  
alors il est évident que par la conclusion d'un traité de  
paix, il peut être utile supposément de nommer parmi les  
anciens traités qui devraient continuer d'être en force  
& de cette manière éviter qu'on tente par suite on  
exiger l'accomplissement des dispositions d'un ancien traité  
malgré qu'on sache que telle soient contraires à l'esprit  
d'un nouveau traité de paix & que par la conclusion de celui-ci  
on a pensé que les dispositions ne les seraient plus en  
force pour l'avenir. Peut-être Schmalz a-t-il

eu cet air-là quand il craint que sans cette  
convention "Würde es mannigfache Unrechte  
und trügerische Deutungen veranlassen,  
wenn es neuen Friedens <sup>Klagen</sup> Sinn nach  
älteren Verträgen erklärt werden sollte"  
il résulterait souvent du préjudice & de fausses  
interprétations lorsque l'esprit de la nouvelle paix  
serait interprété suivant les anciennes stipulations.

~~Les dispositions de la manière de voir~~ ~~suivant la quelle~~  
~~les rapports conformes aux traités de la Suède avec~~  
~~les Etrangers en générale~~ ~~doivent être~~ ~~envisagés~~

J'ai ajouté aux considérations ~~sur la manière de voir~~  
sur relatives au point de vue d'où les rapports  
de la Suède avec les Etrangers conformes aux traités  
doivent être envisagés, qu'avec le Canonisme  
principalement il ne peut exister proprement  
des rapports conformes aux traités, pourvu qu'on  
qu'ils ont été établis pendant que la Suède &  
le Canonisme étaient unis, car ces rapports seraient  
donc fixés par des actes conclus entre ces royaumes,  
qui ne seraient pas expressément renouvelés. L'intention  
des puissances européennes par la paix nouvelle de  
reconnaître les anciens traités de paix, démontre  
aussi clairement que le principe fondamental reconnu



ou par des traités que les Rois de Suède ont conclus  
avec le Danemarck, mais dans ce premier cas il y a  
à observer que comme l'amitié entre les rois demeure  
à l'usage et à l'usage & les traités qui existaient entre  
eux concernaient seulement cette union, il  
s'ensuit, que dans toutes les parties de même  
nécessaires, que dans toutes les parties de même  
nécessaires plus en vigueur; - selon les traités qui  
sont conclus par les Rois de Suède qui n'étant  
pas également Rois de Norvège ne peuvent  
être obligés à suivre pour le même Royaume  
ce qui semblerait être une conséquence de  
ce qui précède.

La Règle que les anciens traités pour la Norvège  
sont en force, est appliquée de la part de  
la Norvège dans sa conduite (rapports)  
en vers les étrangers & de plusieurs  
cas je nommerai un des plus importants  
Suivant les lois <sup>existantes</sup> relatives à l'ordonnance <sup>existante</sup> de l'exportation  
de la séparation du Danemarck, les navires  
& marchandes étrangers payant à l'entrée  
de la Norvège une augmentation  
de 50% des droits imposés en général, de  
cette augmentation étaient dispensés les nations  
auxquelles il était accordé <sup>par des traités</sup> que pourvu qu'  
elles versaient les droits de l'ordonnance elles avaient  
les mêmes privilèges que les habitants de  
la Norvège. Après la séparation l'augmentation  
des droits ne fut pas exigée des nations aux  
quelles la promesse avait été donnée <sup>par des traités</sup> d'être  
traités comme les nationaux, traités conclus  
par les anciens Rois de Norvège; contrairement  
nous ne pouvons démolir les traités de paix renouvelés.



l'augmentation de droits fut toujours en vue de <sup>10</sup>  
nations avec lesquelles les anciens Rois de Norvège  
n'avaient pas conclu de traités de commerce  
contenus: mais la loi règle qu'il n'en est  
ni état par suite, on aurait donc dû agir  
tout autrement après la séparation car on aurait  
alors examiné le contenu des traités qui sont  
conclus avec les puissances étrangères par les Rois  
désuets, malgré qu'ils n'aient pas  
généralment Rois de Norvège & il dépendrait  
de ces traités quelles seraient les nations  
qui auraient les mêmes privilèges que les  
habitants de Norvège.

Les traités entre les États avec européennes  
consistent pour la plus part en affirmant  
que les sujets de l'un des États se servent  
par soumission à de certains droits ou à des  
certaines restrictions qui sont imposés aux  
étrangers en générale dans l'autre État.  
Ainsi <sup>si celui là</sup> il a été fixé pour règle que les étrangers  
payent un droit plus élevé que les  
habitants du pays & ils leur servent faire  
une déclaration sur les successions qui leur  
reviendraient etc; celui-ci ne peut pas  
dispenser ses sujets des charges qui en  
résultent. Sans résister qu'ils en seraient  
exempt. Il en est de même des traités qui ont  
été conclus avec la Norvège pendant qu'elle  
était unie au Danemark dont & cela  
force obligation de quels il pourrait actuellement  
être question, mais la Norvège vient d'accepter  
(prendre, servir) une maxime dans quelques  
points, qui en dans plusieurs cas annulerait  
la question. Autant que les étrangers juraient



ont pué une augmentation de droits à l'exception  
des nations qui pourvuient l'ancien les droits  
de Commerce par des traités sous accordés les mêmes  
privileges aux nationaux, il est maintenant  
fixé par une ordonnance provisoire du  
7 Decembre 1818 dans le § 14. que les  
nations qui pourvuient les droits sur  
navire & marchandises traitent les sujets  
norvegiens comme les propres, et auront  
en Norvege les mêmes privileges que les  
nationaux. Quant à la legitimite de la separation  
il n'y a rien à observer & la Norvege pour  
la regle de sa conduite examine la maniere  
dont elle est traitée dans les ports étrangers.

Au lieu du 6<sup>eme</sup> q. n. on peut se reporter  
sur le loi norvegien. 5-2 77 sur les  
Successions q. n. certains du pays, dans les  
quelles il y avait des exceptions par les traités  
des importes sepeu d'années a la venue par  
la publication du 15<sup>e</sup> mai 1819. &  
sur seulement exigé comme repressaille  
dans le cas que une Succession reviens  
aux sujets des Etats où les sujets norvegiens  
payent un pareil impôt. +

+ Comme la separation de la Norvege du Danemarck &  
l'un avec la Suède ne peut ~~être~~ pas selon  
mon esquisse abolir les anciens traités q. n. c.  
qui concernent cette declaration. j'ai reconnu la  
regle comme elle a été présentée ci dessus.

+ Pour la Suède est et était fini dans le § 2  
chapitre 15<sup>e</sup> du code de Succession, que quand  
il revenait à un étranger une succession q. n.  
parait sorti du pays, il devrait en payer  
le droit de succession, au moins qu'il en était  
autrement fixé par les traités entre les



il s'ensuit donc comme une exception de la règle, qui paraît  
autour que les dispositions des traités que les Rois de  
Norvège ont conclus avec les puissances étrangères, (II)  
pendant que le Royaume était uni au Danemark  
nécessairement sont calculés sur l'union intime,  
ou que par leur nature ne peuvent avoir cours avec  
la position du Royaume comme séparé de l'ennemi  
ou comme uni à la Suède - les droits & les  
engagements de la Norvège ne peuvent être jugés  
d'après le contenu de ces traités. On doit  
principalement prendre en considération que les  
deux royaumes unis sous un Roi, font, quand  
il s'agit de guerre, qu'un corps, dont la force  
politique dépend des forces offensives & leur application,  
desorte qu'une puissance étrangère sans égard à  
la position intérieure des Royaumes, doit être en  
guerre ou en paix avec les deux royaumes & ne peut  
vivre en paix avec l'un & être en guerre avec  
l'autre. Comme les traités qui ont pour but de  
faire l'acte du royaume peuvent l'empêcher  
d'une guerre, (par exemple, des traités d'alliance  
alliance - et subsidie - tractats)  
si de semblables traités existent ceux-ci ne  
sont donc pas le cas) doivent en ce qui concerne  
leur existence, dépendre du maintien de la même  
position politique sous laquelle ils ont été établis.  
Si des traités de cette espèce, conclus par la  
Norvège & la Danemark sous l'un ou  
les royaumes doivent encore être en force

Royaumes. La Règle est changée par une publication  
royale du 9 Dec 1818 pour la Suède de même  
contenu que celle pour la Norvège du 15 mai  
1819 les publications ne fassent rien quant  
au droit de dix pour cent, (dime) parce qu'en Suède  
ils ne reviennent pas à la couronne, comme en Norvège  
suivant 5, 2, 77 (loi de Norvège) ils sont payés



sur la Norvège après qu'elle est unie à la Suède  
le Roi commun se trouverait alors dans la  
position naturelle, que pour favoriser les  
vues des uns des Royaumes il devait s'appuyer  
à ceux des autres, Les royaumes eux mêmes  
liés dans différentes parties, devraient sans un  
commun monarque formellement parer  
à éclater une guerre civile. Non - Suivant  
l'engagement que les royaumes du Nord qui les  
ont contractés ont des ennemis communs, on  
pourrait servir des expressions de l'union de  
Calmar, - Les royaumes sont comme un  
seul aussi souvent que la guerre ou  
l'invasion attaqueront quelconque d'eux. Et  
le royaume seul malgré qu'il embrasse la  
Norvège & la Suède, n'est cependant pas  
ni la Suède ni la Norvège, mais, la  
Scandinavie ou quelque autre nom commun  
qui se soit que son sens donne à la fin nouvelle  
puissance, qui par l'union de la Norvège &  
de la Suède en présente un la presque totalité  
au Nord.



aux archives ou au maître de la maison (Humboldt)



